



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/803
22 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 165 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 10	2
II. LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI	11 - 21	3
III. PREVISIONS DE DEPENSES DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI	22	4
IV. GESTION FINANCIERE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI	23	5
V. MESURES DEVANT ETRE PRISES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA QUARANTE-HUITIEME SESSION	24	5

Annexes

I. Prévisions de dépenses de la Mission des Nations Unies en Haïti pour la période allant du 23 septembre 1993 au 22 mars 1994 . . .	6
II. Prévisions de dépenses de la Mission des Nations Unies en Haïti pour la période allant du 23 septembre 1993 au 22 mars 1994 : renseignements complémentaires	10
III. A. Tableau d'effectifs proposé	17
B. Personnel civil et dépenses connexes	17

I. INTRODUCTION

1. Dans son rapport en date du 25 août 1993¹, le Secrétaire général a recommandé au Conseil de sécurité la création, pour une période initiale de six mois, d'une Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) chargée de faciliter l'application de l'Accord de Governors Island que le Président de la République d'Haïti et le Commandant en chef des Forces armées d'Haïti avaient conclu le 3 juillet 1993.

2. Le 31 août 1993, après avoir examiné ce rapport, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 862 (1993) dans laquelle, entre autres dispositions, il demandait un nouveau rapport du Secrétaire général sur la création envisagée de la MINUHA, y compris en particulier une estimation détaillée du coût et de la portée de cette opération, un calendrier d'exécution et des indications concernant la date à laquelle les activités prendraient fin, ainsi que la manière d'assurer la coordination avec les travaux de l'Organisation des Etats américains (OEA).

3. Au paragraphe 2 de sa résolution 862 (1993), le Conseil de sécurité a approuvé l'envoi d'une première équipe de 30 personnes au plus chargée d'évaluer les besoins et de préparer l'envoi éventuel de la composante police civile et de la composante militaire de la mission qu'il était envisagé d'organiser.

4. Au paragraphe 3 de la même résolution, le Conseil a décidé que la durée du mandat de la première équipe ne dépasserait pas un mois et considéré que cette équipe pourrait être incorporée à la mission des Nations Unies qu'il était envisagé d'organiser, si celle-ci était créée officiellement par le Conseil.

5. Le 21 septembre 1993, le Secrétaire général a présenté un nouveau rapport² pour répondre à la demande d'informations supplémentaires formulée par le Conseil.

6. Le 22 septembre 1993, le Secrétaire général a présenté au Conseil un additif³ à son rapport, présentant un état des incidences financières de la MINUHA. Le coût total estimatif de l'opération, pour une période de six mois, s'élevait à 49 856 000 dollars (montant brut).

7. S'agissant du mode de financement, le Secrétaire général a recommandé au paragraphe 3 de son rapport en date du 22 septembre 1993³ que, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de créer la MINUHA, les dépenses y afférentes soient considérées comme des dépenses de l'Organisation à la charge des Etats Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies et que les contributions à mettre en recouvrement auprès des Etats Membres soient versées à un compte spécial qui serait ouvert à cet effet.

8. Par sa résolution 867 (1993) du 23 septembre 1993, le Conseil de sécurité a approuvé la recommandation faite par le Secrétaire général dans son rapport du 21 septembre 1993² et son rapport du 25 août 1993¹ d'autoriser la mise en place et le déploiement immédiat de la MINUHA pour une période de six mois, étant entendu qu'elle ne serait maintenue au-delà de 75 jours qu'une fois qu'il aurait examiné un rapport du Secrétaire général indiquant si des progrès appréciables

/...

avaient été réalisés ou non dans la mise en oeuvre de l'Accord de Governors Island et des accords politiques contenus dans le Pacte de New York.

9. Dans la même résolution, le Conseil a décidé que la MINUHA serait composée de 567 observateurs de police des Nations Unies au maximum et d'une unité du génie construction comprenant 700 hommes environ, dont 60 instructeurs militaires.

10. Enfin, le Conseil a prié le Secrétaire général de lui présenter des rapports sur l'application de cette résolution, un avant le 10 décembre 1993 et un autre avant le 25 janvier 1994, de façon à le tenir pleinement informé des mesures prises pour mener à bien la Mission.

II. LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI

11. Le 11 octobre 1993, des groupes organisés de civils ont menacé les journalistes et les diplomates venus attendre un contingent de la MINUHA. Les troubles créés par ces groupes armés ainsi que l'absence de personnel du port ont empêché l'accostage à Port-au-Prince du navire qui transportait le contingent.

12. Le même jour, le Président du Conseil de sécurité a fait une déclaration au nom du Conseil⁴ déplorant les événements survenus le 11 octobre. Le Conseil y priait le Secrétaire général de lui faire savoir d'urgence si les incidents du 11 octobre constituaient de la part des Forces armées d'Haïti un manquement à l'Accord de Governors Island.

13. Le 13 octobre 1993, le Secrétaire général a présenté un rapport au Conseil⁵ répondant à cette demande. Il y indiquait que les incidents du 11 octobre représentaient le point culminant d'une situation qui se caractérisait par le refus, constaté à maintes reprises, de la part des autorités haïtiennes de faciliter l'action de la MINUHA, d'obéir aux instructions du Gouvernement constitutionnel et de mettre fin aux actes de violence commis par des civils armés bénéficiant de la complicité de la police.

14. Se fondant sur ce rapport, le Conseil de sécurité a décidé, par sa résolution 873 (1993), de mettre fin à la suspension des sanctions visées dans la résolution 841 (1993) à compter de 23 h 59 le 18 octobre 1993 à moins que les parties honorent leurs engagements.

15. Le 15 octobre 1993, le Président Aristide a adressé une lettre au Secrétaire général⁶ appelant son attention sur l'assassinat du Ministre de la justice le 14 octobre et demandant que toutes les mesures nécessaires soient prises pour renforcer les dispositions de la résolution 873 (1993) du Conseil de sécurité.

16. Par sa résolution 875 (1993) en date du 16 octobre 1993, le Conseil de sécurité a demandé aux Etats Membres d'user des mesures qu'appelait la situation pour assurer la stricte application des sanctions et, en particulier, d'interrompre la navigation maritime en direction d'Haïti pour inspecter les navires et vérifier leurs cargaisons et destinations.

17. Le 30 octobre 1993, date à laquelle le Président d'Haïti devait retourner dans son pays conformément au paragraphe 9 de l'Accord de Governors Island⁷, le Président du Conseil de sécurité a fait une déclaration au nom des membres du Conseil⁸, réaffirmant que cet accord demeurerait pleinement en vigueur et constituait le seul cadre valide pour le règlement de la crise en Haïti. Le Conseil appuyait l'invitation adressée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général aux parties haïtiennes pour qu'elles se réunissent le 5 novembre et priait le Secrétaire général de lui faire rapport d'urgence.

18. Répondant à cette demande, le Secrétaire général a présenté un rapport⁹ le 12 novembre 1993, au paragraphe 4 duquel il déclarait que suite au départ du Harlan County, les autres membres de la MINUHA, puis ceux de la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH) et le personnel non essentiel des agences internationales avaient quitté Haïti. Le Représentant spécial était resté à Port-au-Prince avec quelques collaborateurs.

19. Le 15 novembre 1993, dans le cadre de l'examen du point intitulé "La question concernant Haïti", le Président du Conseil de sécurité a fait une déclaration au nom du Conseil¹⁰ indiquant que celui-ci avait pris note du rapport du Secrétaire général susmentionné⁹. Par ailleurs, le Conseil priait le Secrétaire général de poursuivre la préparation des mesures supplémentaires, notamment en vue d'une Mission des Nations Unies en Haïti qui serait déployée si les conditions le permettaient, conformément à l'Accord de Governors Island.

20. Le 26 novembre 1993, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport¹¹ sur la MINUHA dans lequel il indiquait notamment qu'au moment de l'établissement dudit rapport, la coopération nécessaire n'avait pas été obtenue des autorités militaires haïtiennes qui n'avaient pas honoré les engagements contractés solennellement dans l'Accord de Governors Island. Dans ces conditions, il était obligé de conclure que la MINUHA ne pourrait s'acquitter du mandat qui lui avait été confié dans la résolution 867 (1993) tant que les dirigeants militaires haïtiens n'auraient pas changé du tout au tout d'attitude.

21. Dans une lettre datée du 10 décembre 1993¹², le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil poursuivaient leur examen fondé sur son rapport du 26 novembre¹¹ et ne voyaient pas de raison pour laquelle le mandat de la MINUHA ne devrait pas être maintenu pendant toute la durée de la période de six mois autorisée par la résolution 867 (1993).

III. PREVISIONS DE DEPENSES DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

22. A des fins budgétaires, l'hypothèse retenue à ce stade est que la MINUHA sera maintenue à son niveau actuel. On estime à 1 383 000 dollars les ressources nécessaires pour la poursuivre jusqu'au 22 mars 1994. Ce montant comprend les dépenses initialement engagées pour la mission technique d'évaluation en Haïti (59 500 dollars) ainsi que celles engagées pour la première équipe de 30 personnes en Haïti (137 500 dollars), le montant estimatif des dépenses engagées au cours du déploiement de la mission jusqu'au 31 octobre 1993 (1 034 000 dollars) et celui des dépenses prévues pour la

/...

maintenir du 1er novembre 1993 au 22 mars 1994 (152 000 dollars). On trouvera à l'annexe I la répartition par poste budgétaire des ressources nécessaires et à l'annexe II des informations complémentaires y afférentes. Le tableau des effectifs civils proposés et les dépenses de personnel et dépenses connexes relatives au personnel civil sont présentés respectivement dans les sections A et B de l'annexe III.

IV. GESTION FINANCIERE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAITI

23. Le Secrétaire général recommande d'ouvrir un compte spécial en application de l'article 6.6 du règlement financier afin de comptabiliser les recettes et dépenses afférentes à la MINUHA. Les comptes seront tenus en fonction de la période sur laquelle porte le mandat approuvé. Au cas où le Conseil de sécurité prorogerait le mandat de la mission, de nouvelles dispositions comptables pourraient être proposées à l'Assemblée générale.

V. MESURES DEVANT ETRE PRISES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA QUARANTE-HUITIEME SESSION

24. Pour financer la MINUHA du 23 septembre 1993, date de sa création, au 22 mars 1994 inclus, il conviendrait à ce stade d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 1 383 000 dollars (soit 1 364 000 dollars nets) et de le répartir entre les Etats Membres.

Notes

¹ S/26352.

² S/26480.

³ S/26480/Add.1.

⁴ S/26567.

⁵ S/26573.

⁶ S/26587.

⁷ S/26063.

⁸ S/26668.

⁹ S/26724.

¹⁰ S/26747.

¹¹ S/26802.

¹² S/26864.

ANNEXE I

Prévisions de dépenses de la Mission des Nations Unies
en Haïti pour la période allant du 23 septembre 1993
au 22 mars 1994

Etat récapitulatif

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>Prévisions</u> <u>de dépenses</u>
1. <u>Dépenses afférentes au personnel militaire</u>	
a) <u>Observateurs militaires</u>	
Indemnité de subsistance (missions)	22,5
Frais de voyage	0,7
Indemnité d'habillement et d'équipement	—
Total partiel	23,2
b) <u>Contingents</u>	—
c) <u>Autres dépenses afférents au personnel militaire</u>	—
Total de la rubrique 1	23,2
2. <u>Dépenses afférentes au personnel civil</u>	
a) <u>Police civile</u>	
Indemnité de subsistance (missions)	112,2
Frais de voyage	0,7
Indemnité d'habillement et d'équipement	—
Total partiel	112,9
b) <u>Personnel international et personnel local</u>	
Traitements du personnel international	45,2
Traitements du personnel local	1,1
Consultants	—
Heures supplémentaires	—
Dépenses communes de personnel	17,9
Indemnité de subsistance (missions)	72,8
Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission	84,7
Frais afférents aux autres voyages autorisés	—
Total partiel	221,7

/...

	<u>Prévisions de dépenses</u>
c) <u>Agents contractuels internationaux</u>	—
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	—
e) <u>Personnel fourni par le Gouvernement</u>	—
f) <u>Observateurs électoraux civils</u>	—
Total de la rubrique 2	334,6
3. <u>Locaux/hébergement</u>	
Location de locaux	45,4
Aménagement et rénovation des locaux	108,0
Fournitures d'entretien	—
Services d'entretien	—
Eclairage, chauffage, énergie et eau	—
Construction bâtiments préfabriqués	—
Total de la rubrique 3	153,4
4. <u>Remise en état des infrastructures</u>	—
5. <u>Transports</u>	
Achat de véhicules	—
Location de véhicules	65,7
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	—
Pièces de rechange, réparations et entretien	—
Carburants et lubrifiants	7,0
Assurance	—
Total de la rubrique 5	72,7
6. <u>Opérations aériennes</u>	—
7. <u>Opérations navales</u>	—
8. <u>Transmissions</u>	
a) <u>Eléments complémentaires</u>	
Matériel de transmissions	—
Pièces de rechange et fournitures	—
Matériel d'atelier et d'essai	—
Communications par réseaux commerciaux	5,0
Total partiel	5,0

/...

	<u>Prévisions de dépenses</u>
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—
Total de la rubrique 8	5,0
9. <u>Matériel divers</u>	—
10. <u>Fournitures et services</u>	
a) <u>Services divers</u>	
Vérification des comptes	—
Services contractuels	—
Services informatiques	—
Services de sécurité	—
Services et traitements médicaux	—
Services d'entretien	—
Demandes d'indemnisation et ajustements	—
Dépenses de représentation	—
Autres services	<u>15,4</u>
Total partiel	15,4
b) <u>Fournitures diverses</u>	
Papeterie et fournitures de bureau	—
Fournitures médicales	—
Fournitures sanitaires et de nettoyage	—
Abonnements	—
Garnitures antiprojectiles pour les véhicules	—
Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies	—
Matériel pour la défense des périmètres	—
Cartes	—
Autres	<u>2,0</u>
Total partiel	2,0
Total de la rubrique 10	17,4
11. <u>Fournitures et services afférents aux élections</u>	—
12. <u>Programme d'information</u>	—
13. <u>Programme de formation</u>	—
14. <u>Programme de déminage</u>	—
15. <u>Assistance au désarmement et à la démobilisation</u>	—

/...

	<u>Prévisions de dépenses</u>
16. <u>Fret aérien et de surface</u>	750,0
17. <u>Système intégré de gestion</u>	—
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	7,7
19. <u>Contributions du personnel</u>	19,0
Total (brut) des rubriques 1 à 19	1 383,0
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(19,0)
Total net	1 364,0
21. <u>Contributions volontaires en nature</u>	—
Total des ressources	1 364,0

ANNEXE II

Prévisions de dépenses de la Mission des Nations Unies
en Haïti pour la période allant du 23 septembre 1993
au 22 mars 1994 : renseignements complémentaires

I. PARAMETRES BUDGETAIRES

1. Les prévisions de dépenses ont été calculées, le cas échéant, sur la base des paramètres budgétaires indiqués ci-après.

a) Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission

2. Les frais de voyage du personnel militaire et du personnel civil à destination de la zone de la mission ont été estimés à 1 400 dollars par personne et par voyage aller-retour.

b) Dépenses afférentes au personnel civil

3. Les traitements et autres dépenses afférentes au personnel international sont nets des contributions du personnel et ont été calculés sur la base des taux standard applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et aux agents de la catégorie des services généraux en poste à New York.

II. RESSOURCES NECESSAIRES

En dollars des
Etats-Unis

1. Dépenses afférentes au personnel militaire

a) Observateurs militaires

i) Indemnité de subsistance (missions) 22 500

4. Il est prévu de verser une indemnité de subsistance de 123 dollars par jour à un observateur militaire pendant 181 jours au total.

ii) Frais de voyage 700

5. Ce montant correspond aux frais de voyage (aller simple) d'un observateur militaire, au tarif indiqué au paragraphe 2 ci-dessus.

iii) Indemnité d'habillement et d'équipement —

6. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

/...

En dollars des
Etats-Unis

- b) Contingents -
- 7. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- c) Autres dépenses afférentes au personnel militaire -
- 8. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- 2. Dépenses afférentes au personnel civil
- a) Police civile
- i) Indemnité de subsistance (missions) 112 200
- 9. Ce montant comprend l'indemnité de subsistance versée aux membres de la police civile déployée avant les événements du 11 octobre 1993 (89 700 dollars), ainsi qu'une indemnité de subsistance de 123 dollars par jour versée à un observateur de la police civile pendant 181 jours (22 500 dollars).
- ii) Frais de voyage 700
- 10. Ce montant correspond aux frais de voyage (aller simple) d'un observateur de police, au tarif indiqué au paragraphe 2 ci-dessus.
- iii) Indemnité d'habillement et d'équipement -
- 11. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- b) Personnel international et personnel local
- i) Traitements du personnel international 45 200
- 12. Le montant demandé à cette rubrique représente le traitement net d'un fonctionnaire international (Porte-parole P-5) pour la période allant du 20 octobre 1993 au 30 avril 1994, sur la base des taux indiqués au paragraphe 3 ci-dessus.
- ii) Traitements du personnel local 1 100
- 13. Ce montant représente les traitements du personnel local (deux chauffeurs) engagé avant les événements du 11 octobre.
- iii) Consultants -
- 14. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

/...

En dollars des
Etats-Unis

- iv) Heures supplémentaires —
15. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- v) Dépenses communes de personnel 17 900
16. Les crédits demandés représentent les dépenses communes de personnel pour un fonctionnaire international, sur la base des taux indiqués au paragraphe 3 ci-dessus.
- vi) Indemnité de subsistance (missions) 72 800
17. Des crédits sont demandés pour le versement d'une indemnité de subsistance aux 30 personnes composant la première équipe qui a été envoyée en Haïti pendant 19 jours, pour un total de 570 jours-hommes au taux de 86 dollars par personne et par jour (49 000 dollars). Des crédits sont demandés aussi pour le versement de l'indemnité de subsistance à un fonctionnaire international pendant 193 jours, au taux de 123 dollars par jour (23 800 dollars).
- vii) Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission 84 700
18. Les crédits demandés correspondent aux frais de voyage de l'équipe d'enquête (59 500 dollars) et de la première équipe envoyée en Haïti (24 500 dollars), ainsi qu'aux frais de voyage (aller simple) d'un fonctionnaire international (700 dollars).
- viii) Frais afférents aux autres voyages autorisés —
19. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- c) Agents contractuels internationaux —
20. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- d) Volontaires des Nations Unies —
21. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- e) Personnel fourni par le Gouvernement —
22. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
- f) Observateurs électoraux civils —
23. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

/...

En dollars des
Etats-Unis

3. Locaux/hébergement

a) Location de locaux 45 400

24. Les crédits demandés représentent le coût de la location de quatre bureaux pour la première équipe, (88 dollars par jour pendant 20 jours (soit 7 000 dollars). Des crédits sont demandés aussi pour la location de locaux (38 400 dollars).

b) Aménagements et rénovation des locaux 108 000

25. Ces crédits ont été demandés pour la location et la réparation des bureaux devant servir à la police civile.

c) Fournitures d'entretien —

26. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

d) Services d'entretien —

27. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

e) Eclairage, chauffage, énergie et eau —

28. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

f) Construction/bâtiments préfabriqués —

29. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

4. Remise en état des infrastructures —

30. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

5. Transports

a) Achat de véhicules —

31. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.

b) Location de véhicules 65 700

32. Les crédits demandés correspondent aux frais de location de 15 véhicules ayant servi à la première équipe (100 dollars par jour pendant 20 jours, soit 30 000 dollars). Ils couvrent aussi la location de véhicules avant les événements du 11 octobre 1993 (35 700 dollars).

	<u>En dollars des</u> <u>Etats-Unis</u>
c) <u>Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien</u>	—
33. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
d) <u>Pièces de rechange, réparations et entretien</u>	—
34. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
e) <u>Carburants et lubrifiants</u>	7 000
35. Ce montant représente le coût des carburants et des lubrifiants nécessaires au fonctionnement des 15 véhicules qui ont été loués pour la première équipe.	
f) <u>Assurance</u>	—
36. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
6. <u>Opérations aériennes</u>	—
37. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
7. <u>Opérations navales</u>	—
38. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
8. <u>Transmissions</u>	
a) <u>Eléments complémentaires</u>	
i) <u>Matériel de transmissions</u>	—
39. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
ii) <u>Pièces de rechange et fournitures</u>	—
40. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
iii) <u>Matériel d'atelier et d'essai</u>	—
41. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
iv) <u>Communications par réseaux commerciaux</u>	5 000
42. Les crédits prévus correspondent au coût de la location de téléphones et aux appels téléphoniques, droits d'utilisation des liaisons par satellite et services de la valise diplomatique pour la première équipe.	

/...

En dollars des
Etats-Unis

b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	-
43. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
9. <u>Matériels divers</u>	-
44. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
10. <u>Fournitures et services</u>	
a) <u>Services divers</u>	15 400
45. Les crédits demandés correspondent aux services divers fournis par trois secrétaires, deux traducteurs et 15 chauffeurs pour la première équipe (13 000 dollars). Ce montant couvre en outre divers services fournis avant les événements du 11 octobre 1993 (2 400 dollars).	
b) <u>Fournitures diverses</u>	2 000
46. Les crédits demandés correspondent au coût de fournitures diverses pour la première équipe.	
11. <u>Fournitures et services afférents aux élections</u>	-
47. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
12. <u>Programme d'information</u>	-
48. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
13. <u>Programme de formation</u>	-
49. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
14. <u>Programme de déminage</u>	-
50. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
15. <u>Assistance au désarmement et à la démobilisation</u>	-
51. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.	
16. <u>Fret aérien et de surface</u>	750 000
52. Les crédits sont demandés pour le transport des véhicules, des pièces de rechange et du matériel radio transféré de l'APRONUC à la MINUHA.	

/...

En dollars des
Etats-Unis

17. Système intégré de gestion —
53. Il n'est pas demandé de crédits à ce titre.
18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix 7 700
54. Conformément à la méthode qui a été proposée pour imputer le coût des postes autorisés sur le Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, ce montant correspond à 8,5 % du coût total des traitements, des dépenses communes de personnel et des frais de déplacement du personnel civil dans la zone de la mission.
19. Contributions du personnel 19 000
55. Le montant net des dépenses de personnel figure à la rubrique 2 b). Le montant indiqué dans la présente rubrique correspond à la différence entre les traitements bruts et nets, c'est-à-dire les retenues auxquelles sont soumis les traitements des fonctionnaires de l'ONU conformément au règlement du personnel.
20. Recettes provenant des contributions du personnel (19 000)
56. Le montant des contributions du personnel indiqué à la rubrique 19 est versé au Fonds de péréquation des impôts créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955. Les sommes portées à ce titre au crédit des Etats Membres sont proportionnelles à leur taux de contribution au budget de la MINUHA.
21. Contributions volontaires en nature —
57. Aucune contribution volontaire en nature n'a été fournie à la MINUHA.

ANNEXE III

Mission des Nations Unies en Haïti

A. Tableau d'effectifs proposé

Catégorie	Classe	Nombre	Titre fonctionnel
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	P-5	1	Porte-parole

B. Personnel civil et dépenses connexes

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Dépenses annuelles calculées au taux standard						Prévisions de dépenses		
Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel	Classe	Nombre de personnes	Mois-homme	Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel
84,7	33,6	35,5	P-5	1	6,4	45,2	17,9	18,9
